Par e-mail : https://www.lesoir.be/554395/article/2023-12-08/adel-el-gammal-ulb-cessons-de-dire-que-lobjectif-climatique-est-notre-portee

Adel El Gammal (ULB) : « Cessons de dire que l’objectif climatique est à notre portée »

Chef adjoint du pôle Planète

Par **Michel De Muelenaere**
8-12-2023

Alors que s’engage la dernière ligne droite des négociations de la COP28 à Dubaï, dans une atmosphère plus trépidante que jamais, Adel El Gammal, professeur de géopolitique de l’énergie à l’Université libre de Bruxelles (ULB), estime qu’il faut cesser d’affirmer qu’on atteindra l’objectif de 1,5°C voire de 2°C. « Pour arriver à net zéro, il faut des mesures qui apparaissent de plus en plus irréalistes. C’est indéniable. Cependant il faut poursuivre les efforts. »

Vous estimez que le discours politique affirmant que les objectifs climatiques sont à portée est « apaisant et trompeur » alors que « le monde est en voie vers un chaos climatique prochain ». Que voulez-vous dire ?

Pour la trajectoire climatique, il y a aucun doute. Les rapports présentés à la veille de la COP28 sont dans la continuité des précédents. Comme les émissions continuent à augmenter chaque année, on s’achemine vers une température de plus en plus élevée. Résultat : pour arriver à net zéro, il faut des mesures qui apparaissent de plus en plus irréalistes. C’est indéniable, c’est la science qui le dit.

L’objectif qu’on manque, c’est 1,5°C ou 2°C ?

Les deux. On va probablement dépasser très rapidement 1,5°C. Par ailleurs, regardons le budget carbone qu’il nous reste avant de dépasser ce seuil. Avec les émissions actuelles – et il n’y a aucune chance que cela change drastiquement dans les deux ou trois ans à venir - ce budget carbone sera rapidement consommé, on aura émis suffisamment de gaz à effet de serre pour arriver à 1,5°C. Tôt ou tard, on va donc y arriver. Ensuite, on va continuer à émettre. Ça veut dire qu’on s’achemine vers un réchauffement entre 2,5 et 3°C.

Il est vraiment important de le dire, les gens ne réalisent pas toujours. Je précise qu'il s'agit de température moyenne. Certains pourraient penser que deux degrés de réchauffement ce n'est pas si grave, surtout en Belgique. Le problème, c'est qu'au-delà d'1,5°C, les scientifiques du climat disent qu'il va y avoir toute une série d'effets inconnus. Deux sont vraiment inquiétants. D'abord des boucles de rétroaction positive : typiquement la banquise qui fond ; sans glace, la mer s'assombrit et se réchauffe davantage sous l'effet du rayonnement solaire, entraînant un nouveau réchauffement.

Ensuite, il y a des points de basculement au-delà desquels se produisent des phénomènes irréversibles ou très difficilement réversibles. C'est la fonte de l'Antarctique, la fonte de la calotte du Groenland, un changement dans le *Gulf Stream*, le dégel du permafrost. Les climatologues ont fait un excellent boulot. Mais on constate aujourd'hui que la température augmente plus vite qu'on ne l'attendait. Et pour un réchauffement donné, l'impact sur le climat est beaucoup plus extrême et plus difficile à modéliser…

Pourquoi continue-t-on alors de faire référence à cet objectif, alors que de plus en plus d'experts estiment qu'il est hors de portée ?

Il y a deux raisons pour lesquelles il est important de maintenir malgré tout cette borne qui permet de mesurer les écarts. La première, c'est que, psychologiquement, se donner l'autorisation d'en changer, c'est se donner implicitement une nouvelle latitude ou diminuer la pression sur les efforts à faire. La deuxième, c'est que chaque « pouillème » de degré qu'on parvient à gagner est une énorme victoire. Même si aujourd'hui on doit se rendre à l'évidence qu'il est extrêmement probable qu'on dépassera 1,5°C, il faut redoubler d'efforts pour essayer de s'en écarter le moins possible. Ça justifie qu'on garde des objectifs.

Mais ce que je critique, c'est le discours consistant à dire qu'il faut redoubler d'efforts et qu'on y arrivera. Aujourd'hui, l'information et les messages politiques vont encore dans ce sens : « Ça va être difficile, mais c'est encore possible. »

Avec le risque que lorsque la barre sera dépassée, les gens soient soit désespérés, soit en colère, soit les deux ?

Exactement. Je vois ça « gros comme une maison ». On parle de toutes les mesures climatiques, du Green Deal. Tous les politiques font passer leurs plans tant bien que mal en affirmant qu'on doit être zéro carbone en 2050 et arriver à -55 % en 2030. Or, on se rend bien compte qu'aucun de ces objectifs ne sera atteint.

Même l'objectif européen de -55 % de gaz à effet de serre en 2030 par rapport à 1990 ?

Non. Aujourd'hui on est à -30 %. Ça veut dire qu'entre 1990 et 2023, on a fait -30. Comment imaginer qu'en six ans de temps on va soudainement faire les 25 % supplémentaires, tout en sachant que plus on s'avance dans la décarbonation, plus elle devient difficile. Je pense plutôt réaliste qu'on va se trouver entre 40 et 45 % mais pas 55.

Une fois encore, je crois qu'il faut garder cet objectif qui permet de corriger le cap si on dérive. Il faut garder la pression. Mais on continue de dire qu'on arrivera à -55 % et dans trois ans, on se rendra compte que c'est hors de question. Tous les gens qui ont maintenu ça dans leur discours politique seront complètement décrédibilisés et ce sera un jeu d'enfant pour les populistes, les

climatosceptiques et les hyperlibéraux de dire : « Vous voyez, on a fait des sacrifices énormes et de toute façon on arrive à rien. » Aujourd'hui, j'entends déjà des gens le dire.

Mais votre discours n'y incite-t-il pas ? A quoi bon se faire du mal pour viser un objectif qu'on n'arrivera pas à atteindre ?

Non. Peut-être qu'implicitement une partie de l'élite se dit qu'on devrait abandonner la course et essayer de s'adapter au mieux. Pour eux, ce n'est pas très compliqué : on construit la maison plus haut, on change de pays… C'est oublier que si on ne fait rien, on va très vite vers le chaos climatique. Et ce ne sera pas seulement trente morts dans une inondation en Europe. Ce qui va aussi se passer, c'est qu'on va très, très vite assister à des flux migratoires liés au climat. Or, c'est la première raison de tensions politiques et de guerres. Se dire qu'on ne fait rien, c'est donc inacceptable.

Toutes les mesures proposées actuellement permettront par ailleurs à l'Europe d'être le continent le moins éloigné de la trajectoire vertueuse. Certes, cela a un coût pour la compétitivité – très difficile à évaluer et il faut voir à quel terme on l'évalue – mais tous les efforts que l'on consent aujourd'hui vont se traduire à moyen terme par une compétitivité bien meilleure de l'industrie européenne. Ce qui la mettra donc en *pole position* au niveau mondial, même si les effets pourraient se faire attendre.

L'heure n'est pas à une coopération internationale sereine, pour le moins. Mais vous dites que sur le climat cette coopération est vitale…

Le multilatéralisme est en train de s'effondrer ; ce qu'on observe n'est pas une crise passagère. Des tendances profondes sont à l'œuvre. Elles pointent exactement à l'opposé de ce qui est souhaitable. Le populisme se déploie à toute allure en Europe. Aux Etats-Unis, la réélection d'une administration démocrate est loin d'être sûre. La Chine durcit aussi sa rhétorique à tout point de vue. Quant aux Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), ils avancent ouvertement l'idée d'institutions internationales alternatives.

Les Nations Unies ont perdu énormément de leur capacité à agir, en tout cas sur des conflits militaires, et sur le multilatéralisme en général. Maintenant, sur le climat, même si les COP ont connu beaucoup de revers, il y a quand même une volonté collective de faire avancer le dossier. Tout le monde se rend compte qu'on est sur une trajectoire mortifère. Même si le multilatéralisme est en train de s'effondrer, ça ne veut pas dire que les COP s'effondrent. Il faut à tout prix sauver ces plateformes de collaboration. Sans elles où serions-nous ?

Comment analysez-vous l'attitude du secteur pétrolier, de ces compagnies privées et publiques ?

Il y a des nuances : je ne pense pas qu'on puisse comparer la Norvège avec l'Arabie saoudite par exemple. Mais globalement les intérêts fossiles, que ce soit les Etats pétroliers ou l'industrie, sont dans une logique profondément cynique. Evidemment, ils ne sont pas dans le déni total de la transition. Pour deux raisons. D'abord parce qu'ils se doivent de se donner une couverture verte. Mais ce sont vraiment des « carabistouilles » ! En même temps, ils ont tous un pied dans le renouvelable et le bas carbone parce qu'ils savent que, tôt ou tard, ça va arriver. Mais leur stratégie de base, c'est s'assurer que la situation actuelle dure le plus longtemps possible, afin de s'en mettre le plus longtemps possible dans les poches.